

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – TRAVAUX PUBLICS
(Tome II : Ouvriers)

ACCORD DU 7 JANVIER 2010
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS POUR L'ANNÉE 2010
(LORRAINE)

NOR : *ASET1050496M*
IDCC : *1702*

Entre :

La fédération régionale des travaux publics Lorraine ;

La fédération régionale Est des SCOP BTP,

D'une part, et

L'union régionale des syndicats du bâtiment et des travaux publics CGT-FO Lorraine ;

L'union régionale Lorraine de la CFE-CGC,

D'autre part,

suite à la réunion paritaire qui s'est tenue à Metz, le 7 janvier 2010, en présence des représentants de la FRTP Lorraine, la fédération Nord-Est SCOP BTP et des représentants CFDT, CFTC, CGT-FO, CGT (la délégation ayant quitté la salle en cours de réunion) et CFE-CGC, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application du titre VIII, chapitre VIII-1, de la convention collective nationale des travaux publics du 15 décembre 1992 (étendue par

arrêté ministériel du 27 mai 1993), concernant les ouvriers employés par les entreprises de travaux publics, les parties signataires du présent accord fixent le barème des indemnités de petits déplacements des ouvriers des travaux publics de la région Lorraine, comme suit :

1. Indemnités de repas : 8,67 € quelle que soit la zone.
2. Indemnités de trajet et de transport :

(En euros.)

ZONE	DISTANCE	TRAJET	TRANSPORT
1	De 0 à 10 km	1,22	1,82
2	De 10 à 20 km	2,47	3,75
3	De 20 à 30 km	3,67	6,04
4	De 30 à 40 km	4,93	9,10
5	De 40 à 50 km	6,20	10,61

Article 2

La somme globale de ces indemnités ne saurait se cumuler avec une ou plusieurs indemnités ou primes ayant le même objet et existant déjà par accord de spécialités ou d'entreprises.

Cette somme globale s'y substituera toutefois, *ipso facto*, dès qu'elle conduira à une valeur supérieure.

Article 3

Les apprentis sous contrat, travaillant sur chantiers, bénéficieront de ces indemnités.

Article 4

Conformément à la législation en vigueur, l'accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail, à la direction des relations du travail, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Article 5

Cet accord entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2010. Il prendra fin au 31 décembre 2010.

Article 6

La demande d'extension de cet accord sera déposée.

Fait à Metz, le 7 janvier 2010.